



## DÉCLARATION PRÉALABLE FSU CTSD du 1<sup>er</sup> Février 2019

Une nouvelle fois, nous déplorons le caractère tardif de la transmission des documents préparatoires qui nous empêche d'exercer efficacement notre fonction de représentants des personnels. Il n'est pas acceptable de recevoir des documents aussi denses et complexes à analyser seulement trois jours avant la tenue du CTS.

La préparation de la rentrée 2019 confirme la dégradation constatée en 2018 : après des rentrées 2016 et 2017 un peu mieux dotées, sans doute pour tenter d'installer l'idée que la réforme du collège était autre chose qu'une réforme budgétaire, nous constatons que la politique des dotations a minima est désormais bien installée.

Nous ne pouvons que déplorer le décalage entre le discours officiel tenu par notre ministre, ses déclarations sur l'école de la « confiance », et la triste réalité : les élèves et les professeurs sont sacrifiés sur l'autel de l'austérité et les belles stratégies de communication n'y changent rien.

Puisqu'il nous est encore permis, pour quelques mois, d'utiliser notre liberté d'expression pour critiquer la politique du gouvernement, nous ne nous en priverons pas : il nous semble absurde de vanter les résultats du dispositif de limitation des effectifs dans les classes de CP et CE1 et en même temps d'estimer normal que certains collèges vus comme « favorisés » présentent une moyenne de 27 élèves par classe. Nous ne varions pas et maintenons notre position : plus de 25 élèves par classe, c'est trop, trop pour les élèves, trop pour les professeurs.

Nous sommes convaincus que l'éducation n'est pas une dépense mais un investissement. L'institution pense peut-être que les désastreuses réformes du lycée général et du lycée professionnel lui permettront d'installer l'illusion d'un gouvernement soucieux de former des citoyens éclairés et de rétablir l'égalité des chances : elle a tort. Nous réduire au silence par le moyen de l'article 1 de la loi Blanquer ne changera rien à la réalité et n'empêchera pas les citoyens de comprendre quand on se moque d'eux.

Nous formons le souhait que les prochaines rentrées marquent enfin un retour à la raison et espérons que le gouvernement qui sera en place à ce moment, quel qu'il soit, cessera d'une part d'envisager l'éducation sous l'angle du budget et de la communication et d'autre part de considérer les fonctionnaires avec mépris.